



DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 6 JUIN 2013

Monsieur le Président,

Dès son annonce, la CGT Finances Publiques n'a eu de cesse de condamner la démarche stratégique. Traduction concrète pour notre ministère de la MAP (Modernisation de l'Action Publique), ce nouveau gadget poursuit les mêmes objectifs que la RGPP.

Pour ce faire, seule nouveauté subtile, il propose d'associer directement les agents au creusement de la tombe de leurs emplois, de leurs rémunérations et de leurs missions. C'est cela que la Direction Générale appelle le dialogue social et professionnel !

Pour notre organisation syndicale, il est hors de question de s'inscrire dans ces logiques liquidatrices d'accompagnement ! C'est pourquoi, nous refusons de participer à la démarche stratégique et appelons les agents à rentrer en résistance contre cette dernière.

Le récent scandale lié à l'affaire « CAHUZAC » témoigne de l'état de faiblesse d'une République complètement soumise à la TROÏKA et aux mercenaires des marchés financiers.

Les affaires de fraude fiscale et les déclarations de certains hommes politiques soulèvent l'indignation générale, au premier chef de tous ceux qui subissent de plein fouet, salariés du privé comme du public, les plans successifs d'austérité au nom de la réduction de la dette et des déficits.

En conséquence, les relations avec les contribuables, déjà tendues en raison du contexte économique difficile, se dégradent encore davantage. Les agents de la DGFIP se retrouvent interpellés par les usagers.

De nombreux collègues font remarquer que l'administration consacre beaucoup de moyens au contrôle de ses propres agents en matière de respect des obligations déclaratives et contributives, autant de moyens qui pourraient être au moins en partie mieux utilisés, par exemple à la lutte contre la grande fraude fiscale.

Alors que l'on cherche à tour de bras à faire des économies, il est à noter que la commission sénatoriale parle de 60 milliards d'euros de fraude fiscale.

Pour la CGT ce chiffre approcherait les 100 milliards.

Aussi nous exigeons :

- ♦ que le directeur général décide l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois à la DGFIP, le pourvoi des postes vacants et les créations d'emplois nécessaires,
- ♦ qu'il décide l'arrêt immédiat de toutes les restructurations, et notamment des suppressions de trésoreries ;
- ♦ qu'il renonce à sa « Démarche stratégique » porteuse d'abandons de missions, de contraction du réseau, de démantèlement des directions départementales et de concentrations tous azimuts des services.

Seuls ces actes démontreraient une véritable intention de s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscales. Il y a urgence à doter la DGFIP des moyens humains, matériels et juridiques pour assurer le respect de la loi par les particuliers comme par les entreprises et mettre un terme à la délinquance fiscale.

Concernant l'ordre du jour de ce comité, nous dénonçons l'absence de documents de travail pour les points 1, 2, 3 et 7. A l'avenir, nous refuserons de débattre s'il n'y a pas de document. C'est indispensable pour un dialogue social de qualité.

Quand nous relierons l'enquête SAGERFIP, la démarche stratégique, leurs conséquences sur le service public (modifications d'horaires d'ouverture des trésorerie,) et le TBVS, c'est un avenir sombre que vous promettez à la DGFIP et aux agents.

Les agents souhaitent de la visibilité sur leur avenir, leurs missions et les conditions de leur exercice.

Nous vous demandons de définir clairement l'organisation des services, les missions et les moyens matériels et humains pour les accomplir.

Nous interviendrons au cours de ce comité sur tous les autres points à l'ordre du jour.